

CHAPITRE II

L'Empire était-il possible? — Difficultés extérieures. — Les États-Unis. — Intervention directe. — Intervention déguisée. — Difficultés intérieures. — Les libéraux. — Les cléricaux. — Le parti conservateur libéral. — Questions à résoudre. — Le gouvernement de Juarez. — L'occupation française. — La question religieuse. — Caractère de Maximilien. — Son indécision. — Ses illusions et ses erreurs d'appréciation. — Caractère de Charlotte. — Entourage des souverains. — M. Eloin et le cabinet de l'Empereur. — Le général Almonte mis à l'écart. — La population indienne.

L'entreprise que venait tenter Maximilien au Mexique était-elle possible?

Bien des gens l'ont cru alors; quelques bons esprits le croient encore. Il n'est donc point inutile ni oiseux d'examiner la question.

En effet il ne saurait être indifférent au lecteur de voir si l'édifice, dont aujourd'hui chacun sait l'effondrement, a péri par suite d'un concours de fatalités ou s'il a succombé par la maladresse de ceux qui auraient pu le consolider et le maintenir. C'est aussi le devoir de l'historien de ne pas s'en tenir au simple récit des

événements, et nous adoptons en cette matière la règle que Lamartine a formulée si magistralement au début de l'*Histoire des Girondins*: « L'impartialité de « l'histoire n'est pas celle du miroir qui reflète seulement les objets: c'est celle du juge qui voit, qui « écoute et qui prononce ».

Le nouvel empire avait à vaincre des difficultés de deux sortes: les difficultés extérieures, que pouvait amener l'hostilité des nations étrangères, et les difficultés intérieures, que l'état même du pays faisait prévoir.

Les difficultés extérieures devaient provenir surtout des États-Unis. Qu'importait à l'Europe l'établissement d'un empire mexicain? L'Angleterre elle-même, qui ne l'avait point reconnu, ne pouvait avoir une grande antipathie contre un empire élevé surtout dans le but de barrer la route aux envahissements de ses anciennes colonies révoltées, et les marques de déférence que le gouvernement de Londres avait données aux personnes des souverains en étaient un suffisant témoignage. Les États-Unis, au contraire, n'ignoraient pas les secrètes visées qui avaient amené dans leur voisinage d'abord une armée française, puis bientôt après un empereur. La grande lutte du Nord et du Sud avait d'abord paralysé leur action, et, comme nous l'avons montré dans l'exposé des débuts de l'intervention, malgré tout le déplaisir qu'ils en eussent éprouvé, ils auraient bien été contraints de s'incliner devant le fait accompli si le bonheur de nos armes n'avait pas dû attendre deux années pour nous conquérir le Mexique.

Au moment où nous reprenons notre récit, la guerre de sécession touchait à sa fin, et les armées victorieuses du Nord n'avaient pas simplement terminé la crise intérieure, elles suffisaient à rendre aux États-Unis, redevenus dignes de leur nom, le prestige que procure la victoire et la force morale que donne le prestige.

On a soutenu à ce propos que le langage du cabinet de Washington, réservé d'abord, hostile ensuite, et finalement comminatoire, n'avait subi ces différentes transformations qu'au fur et à mesure que les événements rendaient difficiles, douteux et impossibles les efforts tentés par la France pour établir au Mexique l'empire de Maximilien, et que jamais les États-Unis ne fussent allés jusqu'à une déclaration de guerre.

Que le langage ait changé suivant les circonstances, c'est un fait assuré; que M. Seward n'ait agi ainsi que parce qu'il savait que les termes employés par lui, quels qu'ils fussent, ne risquaient plus d'amener un conflit violent, c'est une chose possible et tout à fait vraisemblable; mais que jamais les États-Unis ne se fussent décidés à une action directe, à une intervention armée contre l'empire et contre la nation dont les soldats soutenaient sa cause, c'est là une de ces hypothèses sur lesquelles il n'est permis à personne, pas même à ceux qui tenaient alors en mains les rênes du gouvernement américain, de répondre d'une façon précise et certaine. Les États-Unis n'ont pas eu besoin de recourir à cette extrémité; mais qui affirmerait que, le cas échéant, ils n'y eussent pas recouru?

A diverses époques on l'a cru en France, on l'a cru au Mexique, et on l'a cru même de l'autre côté du Rio-Bravo.

Mais les États-Unis avaient d'autres moyens d'intervenir chez leurs voisins sans pour cela déclarer la guerre, et cette intervention déguisée n'était pas la moins redoutable pour le trône de Maximilien. Ils ne cessèrent jamais de soutenir le parti hostile à l'empire, et ils le firent de deux façons: d'abord, en refusant de reconnaître le nouveau gouvernement et en considérant toujours Juarez comme président de la république mexicaine; secondement, en permettant, sur leurs frontières du sud et sur leurs navires, l'introduction au Mexique de la contrebande de guerre, de subsides et même d'hommes.

Par cette action détournée, ils éternisaient la guerre civile sur le territoire mexicain; par contre-coup, ils forçaient l'armée française à une occupation indéfinie. Une telle perspective était inadmissible: la France ne pouvait faire assez de sacrifices pour venir à bout de l'hostilité des États-Unis déguisée ou avouée; elle ne voudrait point en faire pour maintenir un état de choses qui n'était ni une solution, ni l'acheminement à une solution. La conclusion qui s'impose est qu'à l'époque où commença l'empire, sa destinée dépendait du bon vouloir des États-Unis, et qu'en aucun cas il n'avait à compter sur ce bon vouloir.

L'œuvre, de ce côté-là, semble donc, dès le début, vouée à un échec plus ou moins prompt, mais certain.

À l'intérieur, les difficultés étaient plus nombreuses. Étaient-elles aussi grandes?

Tout d'abord, ce qui frappe les yeux, c'est la profonde division du pays. Comme il est si bien expliqué dans le mémoire Schlœsing ¹, l'indépendance proclamée avait donné à l'ancienne colonie espagnole la liberté, mais non point les mœurs de la liberté, lesquelles ne s'acquièrent qu'à la longue et progressivement. De là les factions qui s'étaient aussitôt formées et dont chacune cherchait à dominer les autres.

Nous avons exposé surabondamment ce qu'étaient les libéraux et ce qu'étaient les cléricaux, et leurs luttes incessantes; comment, en désespoir de cause, les cléricaux avaient circonvenu le gouvernement français et amené l'intervention. Mais l'intervention n'avait pas réalisé toutes les espérances du parti qui l'avait appelée : après les faits de guerre, la direction politique avait passé aux mains du général Bazaine et au gouvernement de la Régence. Or, le commandant en chef de l'armée française ne pouvait appuyer à Mexico des idées que la France avait depuis longtemps condamnées et rejetées. Le parti cléricale n'avait donc point triomphé, et le général Almonte, soutenu par notre influence, avait, en fait, établi un ordre de choses qui, se rapprochant par les personnes du parti cléricale, était, pour le reste, assez conforme aux doctrines du parti libéral.

Cette situation avait créé un nouveau parti conservateur libéral, sage, modéré, combattant Juarez, résistant à Mgr Labastida. Mais le résultat n'en était

1. Imprimé à la fin de *Rêve d'Empire*.

pas moins un parti nouveau, c'est-à-dire une plus grande division dans le pays.

Étranger à ces querelles, Maximilien, en arrivant, n'avait heureusement de compromission avec aucun parti. Il pouvait se mettre au-dessus de tous, grâce à l'appui de l'armée française, dont le traité de Miramar lui assurait le concours pour trois années encore. Il pouvait faire avec plus d'autorité, avec plus de facilité, ce qu'avait tenté le général Almonte.

Qu'il eût contre lui les libéraux, c'était certain; mais qu'il ne pût les ramener, c'était plus que douteux. Le Mexique eût été bien changé si la fermeté des convictions eût tout à coup empêché les déflections.

Mais celles-ci ne pouvaient être désirables et durables qu'autant qu'elles proviendraient de motifs sérieux : il ne fallait donc point chercher à les brusquer, ni à les tenter par quelque appât grossier. Seul l'intérêt les rendrait telles qu'on les souhaitait. Le jour où la masse de la nation, affamée de repos et de tranquillité, aurait vu que le nouveau régime lui donnait tout cela, la conquête morale était faite après la conquête matérielle. Le ou les partis hostiles étaient réduits à leur état-major, et il en est en politique comme en guerre : sans troupes les états-majors sont voués à l'impuissance.

Sur ce point, l'influence des États-Unis mise à part, et en bornant la question uniquement à l'intérieur, il est clair que l'hostilité du parti libéral n'était point invincible. Donc l'empire était possible.

Il l'était également vis-à-vis du parti clérical. Sans doute, là se trouvait un point noir, ce qu'on appelait improprement, ainsi qu'on le verra plus tard, la question religieuse. Mais là encore aucune difficulté n'était insoluble. La France en 1801 était venue à bout d'une situation beaucoup plus compliquée et beaucoup plus épineuse. Seulement, à l'inverse de ce qui devait avoir lieu pour le parti libéral, ici il s'agissait de faire vite. Depuis trop longtemps les choses étaient en suspens, et le temps qui s'écoulait augmentait les espérances des uns, les convoitises des autres, exaspérait les intérêts mis en jeu et rendait plus malaisée la solution à trouver.

La question militaire était relativement facile à résoudre : il fallait préparer une bonne organisation de l'armée. Le Mexicain ne manque ni d'intelligence ni de bravoure, et, pourvu qu'il soit payé, sinon bien, du moins exactement, il ne manque point de fidélité.

Quant à la question financière, si importante en tout temps et en tout pays, il est certain qu'elle présentait d'immenses difficultés. C'était précisément en face d'une faillite du trésor mexicain que la première pensée de l'intervention était venue aux trois nations alliées, la France, l'Angleterre et l'Espagne. Depuis, la guerre avait ajouté encore au malheur de la situation, et le trésor, qui était vide en 1861, ne s'était point rempli après trois années d'agitations de toutes sortes. Mais le malheur n'était pas irrémédiable, et les nations, qui ne trouvent point d'argent sans crédit, peuvent sans argent trouver du crédit. Or le crédit

du Mexique renaissait avec la création de l'empire.

On l'avait vu lors du premier emprunt contracté par Maximilien avant son départ d'Europe, et on l'allait voir encore. La France accomplissait ce miracle pour sa conquête. Déjà même la seule présence du corps expéditionnaire victorieux avait ramené une certaine régularité dans la perception des droits de douane, et le gouvernement de la régence avait pu se tirer d'affaire sans trop de tiraillements.

Pour que la situation devint bonne, il suffisait que la majeure partie du pays retrouvât quelque tranquillité, que le commerce continuât à alimenter les recettes des ports ; il suffisait aussi d'établir l'ordre dans la gestion des finances et l'honnêteté parmi les agents du Trésor. Dans les pays, en effet, où ces agents sont mal payés par le Gouvernement, ils ne se font pas faute, par vol, par entente avec les intéressés, de prélever de larges dédommagements. Au Mexique, c'était la règle. Un peu de fermeté et de vigilance extirperait ces abus.

La présence des troupes françaises, qui était une force pour l'empire naissant, n'avait point les inconvénients de ses avantages. Un gouvernement s'appuyant sur une armée étrangère aurait rencontré des hostilités implacables chez bien des peuples : au Mexique on supportait la chose beaucoup plus patiemment, et, à la condition qu'on ne prétendit point s'éterniser ni chercher à réduire le pays à un nouveau vasselage, on avait chance d'être bien vu. De plus, le tact de nos officiers, le caractère de nos soldats, faci-

litaient ces sentiments. La population ne haïssait point les pantalons rouges, et peu à peu s'habituaît si bien à leur présence qu'au moment du départ elle leur donna, en plusieurs endroits, des marques indéniables de ses regrets.

On voit par cet exposé que la situation intérieure du Mexique n'offrait au nouveau souverain aucune difficulté insurmontable. Il fallait seulement qu'il eût la sagesse de voir les choses nettement, le courage d'aborder de front les obstacles, la volonté de les abattre et l'énergie de persévérer dans l'œuvre entreprise.

C'était beaucoup, dira-t-on : l'histoire a déjà répondu que c'était trop pour Maximilien.

Rarement le vers de Voltaire a été mieux appliqué qu'à ce prince mis tout d'un coup à la tête d'un empire :

Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier.

Maximilien avait une qualité qui chez un fondateur d'empire est un défaut : il était poète, c'est-à-dire rêveur ; il fallait compter avec son imagination. Et quelle chose doit plus fuir l'imagination que la politique ? En Autriche, enserré par les usages, par les mœurs, par les lois, son esprit n'avait pu se lancer dans les utopies ; tout au plus s'était-il échappé par cette soupape de sûreté qu'on nomme du libéralisme ; mais ce libéralisme, chez lui comme chez tant d'autres princes, était de cette nature spéciale qu'on pourrait appeler le libéralisme des branches cadettes. Maximilien avait été bon marin ; il s'était surtout montré épris de ré-

formes : cela le classait dans un rang à part, et d'autant meilleur que ses projets, n'ayant point été mis à l'épreuve, n'avaient point subi d'échecs.

Plein de bonnes intentions, il avait en certaines circonstances montré de la volonté, en d'autres du dévouement ; on se plut à voir en lui l'homme rêvé pour mettre fin à une situation fautive et malheureuse. Beaucoup l'espérèrent, quelques-uns le crurent : lui seul le crut ou parut le croire jusqu'à la fin.

Par malheur, le caractère de Maximilien n'était point ce que l'on supposait, et l'indécision dominait chez lui. Prompt à recevoir les influences, il était à la merci non de celui qui parlait le mieux, mais de celui qui parlait le dernier. Il avait conservé beaucoup d'illusions et sur les autres et sur lui-même.

Il se croyait un politique : il n'en avait ni la finesse ni la souplesse. Habitué aux sociétés organisées d'Europe, il pensait régner sur un peuple qu'il mènerait à coups de décrets et au moyen de réglemations.

Il eût fallu un soldat et un législateur, un homme simple et de goûts sévères : il n'était ni l'un ni l'autre. Pendant son règne éphémère, il fut le jouet d'intrigans habiles, et commit toutes les fautes qu'on lui conseilla.

Tout autre était l'impératrice Charlotte : elle possédait l'énergie et la volonté, et elle l'avait bien montré, elle qui poussa Maximilien vers ce trône qui lui faisait à la fois tant d'envie et tant de peur. Elle eût pu avoir une influence heureuse sur son mari, si celui-ci avait été susceptible de ne subir qu'une in-

fluence! Par malheur, le ménage princier n'était plus ce qu'il avait été; et, si l'on ne pouvait dire que les époux étaient désunis, on pouvait du moins trop facilement constater qu'ils n'étaient plus unis comme par le passé. En outre, Maximilien avait pris l'habitude de vivre seul pour ainsi dire; il ne permettait point que sa femme se présentât chez lui sans y avoir été mandée. Charlotte s'était soumise à cette exigence quelque peu outrée; mais on juge de ce que, avec son esprit altier, son intelligence supérieure, elle souffrait de cet effacement. Le soin qu'elle prenait de dissimuler sa tristesse et de cacher ses ennuis les aggravaient, les rendaient plus aigus et plus pénibles encore. C'est à cette compression morale qu'est due certainement la prédisposition à la folie que les malheurs devaient quelques mois plus tard déterminer chez cette femme infortunée.

Livré à lui-même, Maximilien était incapable de diriger le gouvernement, dans les circonstances difficiles où il le prenait; l'influence de l'entourage menaçait d'être considérable sur un esprit aussi indécis, aussi mobile que le sien. S'il avait eu la sagesse des princes qui, se connaissant eux-mêmes, savent aussi connaître les autres, et, par suite, attirent autour d'eux des hommes capables de les suppléer, ce n'eût été que demi-mal. Loin de là, l'Empereur avait comme secrétaire particulier et conseiller intime M. Scherzenlechner, un Autrichien qui n'aimait guère la France, et comme chef de son cabinet privé, M. Éloin, un Belge qui la détestait.

En raison du rôle aussi important que néfaste joué par ce dernier, il est bon de dire quelques mots de son origine. Quant aux raisons de sa faveur, elles sont absolument inexplicables, et elles seraient inexplicables s'il n'en était pas des favoris des princes comme des favoris des peuples, à savoir que, la plupart du temps, c'est le hasard seul qui les fait pour le malheur des uns et des autres.

M. Éloin était un ingénieur. Son plus grand talent consistait, paraît-il, à chanter la chansonnette, et nul doute que, si Beaumarchais n'eût tracé la vraie règle du gouvernement dans sa boutade humoristique qui termine le *Mariage de Figaro*, M. Éloin n'eût eu son rôle tracé, au moins dans les dénouements.

Il avait autrefois parcouru les deux Amériques, mais il ignorait la langue aussi bien que les mœurs du Mexique. Néanmoins il sut capter l'attention du roi des Belges, que l'on disait cependant prudent et avisé. C'est lui qui le recommanda à son gendre. A ce sujet, on prête même à Léopold I^{er} un mot qu'il n'a certainement pas dit, mais qui a été souvent répété parmi ses compatriotes, et qui mérite d'être rapporté comme indice de leur opinion :

— « Son ambition suppléera au talent qui lui manque ».

Son ambition était en effet très réelle, aussi réelle que son manque de talent; mais elle ne suppléera à rien, et l'on verra plus tard comment ce fut une dernière lettre de cet homme qui conduisit Maximilien à sa perte, en présentant à l'imagination désemparée de

l'Empereur des perspectives sur lesquelles il eût mieux valu pour sa gloire qu'il n'arrêtât jamais sa pensée.

Et, par une double fatalité, tandis qu'il appelait auprès de lui M. Éloin et gardait M. Scherzenlechner, Maximilien éloignait le général Almonte.

Le général Almonte avait eu, comme la plupart des généraux et des hommes publics mexicains, une existence fort orageuse.

— Dans les temps troublés, a dit un grand orateur, le difficile n'est pas de faire son devoir, mais de savoir où est le devoir.

En remplaçant le mot devoir par le mot bon droit, la phrase peut s'appliquer aux tergiversations des Santa-Anna, des Almonte, des Miramon et de tant d'autres moins connus. Dans un pays où rien n'était assuré, où chaque jour la force défaisait ce qu'avait créé la force, quoi d'étonnant à ce que les chefs et les soldats fussent exposés à se retrouver dans le parti adverse ! Almonte fit comme ses concitoyens tant que dura au Mexique la période de troubles ; mais dès qu'il vit la possibilité d'obtenir le concours de la France pour tirer son pays de l'anarchie où il périssait, c'est une justice à lui rendre qu'il se maintint fidèlement dans la voie qu'il s'était tracée.

Il avait assumé la responsabilité d'appeler les étrangers dans sa patrie : à l'heure voulue, il assumait courageusement la responsabilité du pouvoir. Dans l'exercice délicat de fonctions mal déterminées, il fit preuve de tact, d'esprit gouvernemental, de loyauté et de libéralisme. Il justifia sa politique par les fruits qu'elle

porta, et il légitima son ambition par les services qu'il rendit.

Grandi par le pouvoir, le général Almonte semblait d'avance l'homme désigné pour assurer les pas du nouveau gouvernement, pour le guider tout au moins à ses débuts. Maximilien, poussé par ses conseillers ordinaires, en jugea autrement : soit qu'il n'appréciât pas les services rendus au pays et à sa cause par le président du Conseil de Régence devenu pour quinze jours lieutenant-général de l'Empire, soit qu'il les eût oubliés, il ne prononça pas même le nom d'Almonte dans son manifeste du 28 mai : ceci, c'était de l'ingratitude. Mais il alla jusqu'à l'écarter de la scène politique, jusqu'à lui retirer toute influence, en le nommant grand-maréchal de la cour, titre quelque peu ridicule, position quelque peu surannée : ceci était une faute.

Le général Almonte supporta noblement cette disgrâce et accepta sans mot dire la retraite déguisée où le confinait une volonté aveugle ; il n'en resta pas moins dévoué à la cause d'un maître qui, par une fatalité constante, écarta de sa personne ses meilleurs appuis pour se livrer sans relâche à ses pires ennemis — conscients et inconscients.

L'empire naissant avait encore à sa disposition une force énorme, dont il ne sut pas tirer parti : c'était la population indienne, ces quatre à cinq millions d'hommes paisibles, travailleurs, honnêtes, voués à un quasi-esclavage par une série de dispositions légales hypocrites, et qui ne demandaient qu'à sortir de leur mi-

sérable condition pour acclamer, aimer et soutenir celui dont ils attendaient ce bienfait.

A Orizaba, un harangueur avait montré que là était le salut. Ce jour-là, cet homme eut cela de commun avec tous les prophètes qu'il ne fut pas écouté. Si les Indiens n'ont pas fait de leur empereur Maximilien le Grand, c'est que Maximilien ne sut pas en faire des citoyens.

CHAPITRE III

La situation politique au moment de l'arrivée de Maximilien. — Résultats du gouvernement de la Régence et de l'administration du général Bazaine. — Lettre de Zamacona à Juarez. — Efforts pour ramener les dissidents. — Lettre du général Bazaine au général Uruga. — Adhésion de celui-ci. — Symptômes de pacification. — Circulaire du général en chef à tous les commandants supérieurs français dans les provinces (3 juin). — Maximilien prend en main le gouvernement. — Lettre de l'Empereur à M. Velasquez de León, ministre d'État (14 juin). — Institution d'une régence éventuelle (promulgation du décret de Miramar du 10 avril). — M. Ramirez, ministre des Affaires étrangères. — Une monarchie démocratique. — M. Gutierrez de Estrada laissé en Europe. — Sa lettre au baron de Pont. — Mort du P. Miranda.

La période qui va du mois de juillet 1863 jusqu'au mois de juin 1864 fut incontestablement la plus prospère et la plus brillante de l'occupation française. C'était le temps où la Régence gouvernait et où le général Bazaine administrait.

Sur ce point, deux documents, émanés de sources différentes, en fournissent les preuves les plus certaines.

C'est d'abord le manifeste que publia le gouvernement de la Régence avant de se dissoudre.